



## LIVRET 4 LA RÉGLEMENTATION DE L'URBANISME VIS-À-VIS DU VÉGÉTAL

### Fiche 4.5 La protection et la mise en valeur du patrimoine arboré

#### De quoi s'agit-il ?

Il existe plusieurs outils permettant la protection et la valorisation des espaces naturels ou arborés. Ce que l'on classe généralement sous l'intitulé « droit du patrimoine remarquable » est l'ensemble des législations qui permettent de protéger un certain nombre d'éléments particuliers, exceptionnels de notre environnement naturel ou culturel. Selon la valeur du patrimoine protégé, la protection sera plus ou moins stricte et comportera des obligations plus ou moins contraignantes. Dans le droit du patrimoine « remarquable », on peut classer la loi du

31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques, la loi du 2 mai 1930 (codifiée par le Code de l'environnement Art L. 341-1 et suivants) sur les sites et monuments naturels, les Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager instaurées par la loi de décentralisation du 7 janvier 1983 (devenues depuis les AVAP) et les secteurs sauvegardés de la loi Malraux de 1962. Chacune de ces législations présente un intérêt pour la protection de l'arbre.

#### Comment le faire ?

##### Les directives paysages

La « loi paysages » de 1993 crée les directives de protection et de mise en valeur des paysages, dites directives paysagères ( Art L . 350-1 du Code de l'environnement), nouvel outil de gestion des paysages. Elles déterminent les orientations et principes fondamentaux de protection des structures paysagères. De manière classique, les directives paysagères comportent un rapport de présentation qui expose une analyse de l'état initial du paysage à protéger et énonce les objectifs poursuivis. Les orientations et les principes fondamentaux de protection et de mise en valeur

énoncés par la directive peuvent porter notamment sur la mise en œuvre des dispositions applicables en matière de clôtures, de démolitions, de défrichements, de coupes et abattages (décret du 11 avril 1994).

« La directive peut être accompagnée d'un cahier de recommandations relatif notamment aux modalités de restauration des espaces dégradés, de choix de certaines espèces végétales, d'entretien d'éléments de paysage tels que haies, zones humides, chemins ou berges, arbres et plantations d'alignement, ... ».

##### Les monuments historiques et leurs abords

En instaurant deux dispositifs de protection (classement ou inscription), le législateur a entendu instaurer deux degrés de protection. Dans les deux cas, il a organisé une surveillance des abords des monuments. C'est ce dispositif de surveillance qui est intéressant pour la protection des arbres.

La servitude de protection des abords s'applique dans un rayon de 500 m autour du monument. Cette

servitude qualifiée aussi de champ de visibilité a été interprétée c o m m e concernant ce qui est vu du monument et ce qui

peut être vu avec lui. Ce système s'est révélé souvent inadapté à la configuration des lieux par sa rigidité (d'où la création des ZPPAUP puis des AVAP et des PPM).

La loi SRU permet de modifier ce périmètre en ouvrant la possibilité plus générale d'appliquer la servitude à « des ensembles d'immeubles et des espaces qui participent à l'environnement du monument pour en préserver le caractère ou contribuer à en améliorer la qualité » (Art 40 de la Loi SRU qui modifie l'article premier de la Loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques).

« Lorsqu'un immeuble est situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit, il ne peut faire l'objet, (...) d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou de modification de nature à en affecter l'aspect, sans une autorisation préalable » (Art L. 421-6 du Code de l'urbanisme).



Fiche 4.5



Aucune transformation susceptible de modifier l'aspect extérieur des immeubles frappés par la servitude des abords ne peut être effectuée sans l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France. Ainsi, des coupes et abattages d'arbres susceptibles de modifier l'aspect de la zone en cause doivent recevoir un avis conforme de l'ABF.

L'indépendance des législations nécessite de vérifier si une autorisation délivrée au titre d'une autre législation vaut autorisation au titre des Monuments Historiques. La demande d'autorisation au titre de la législation sur les Monuments Historiques vaut également demande d'autorisation de coupes et d'abattages d'arbres au titre du régime espaces boisés classés.

En cas de désaccord entre l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation ou le permis et l'avis de l'ABF, le représentant de l'État émet, après consultation de la commission régionale du patrimoine et des sites, un avis qui se substitue à celui de l'ABF.

L'autorisation de modifier les abords d'un édifice classé ou inscrit est nécessaire même si la transformation des lieux est effectuée en vertu d'une injonction administrative.

Les immeubles en instance de classement sont considérés comme classés pendant les 12 mois suivant la notification à leur propriétaire de l'intention de procéder au classement.

Cette servitude est suspendue lorsque l'édifice protégé est situé à l'intérieur d'une ZPPAUP ou d'une AVAP.

## Les sites inscrits ou classés

Comme les Monuments Historiques, les sites peuvent être inscrits ou classés. Le degré de protection est alors différent. Le classement relève plutôt de l'idée de conservation alors que l'inscription est une simple surveillance administrative.

L'inscription entraîne l'obligation d'effectuer une déclaration préalable auprès de l'administration compétente quatre mois à l'avance pour tout projet de « travaux autres que ceux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal en ce qui concerne les constructions, ... » (Art L. 341-1 du Code l'environnement).

Il y a donc obligation d'effectuer une déclaration préalable pour des travaux qui dépassent des travaux d'entretien. Les coupes importantes et les abattages entrent dans cette catégorie.

Les modalités de mise en œuvre sont différentes selon que les travaux relèvent ou non du Code de l'urbanisme.

C'est le décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988 qui en fixe les règles.

Ainsi, les demandes de permis de construire, de démolir et les autorisations d'installations et travaux divers tiennent lieu de déclaration préalable pour des projets de travaux en site inscrit (décret n° 70-288 du 31 mars 1970).

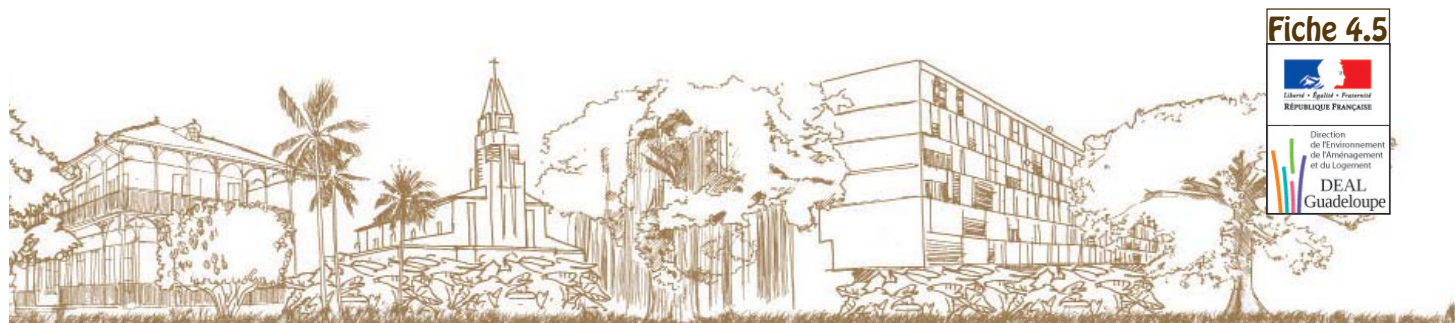
L'Architecte des Bâtiments de France émet pour le permis de construire un avis simple et pour le permis de démolir (Art R. 421-38-5 et R. 430-12 du Code l'urbanisme) un avis conforme.

Le classement est bien plus contraignant. Les travaux sont soumis à autorisation préalable dans les sites classés et en instance de classement. « Les monuments naturels ou les sites classés ne peuvent être ni détruits, ni modifiés dans leur état ou leur aspect sauf autorisation spéciale » selon l'article L. 341-12 du Code l'environnement.



la Place de la Victoire et son patrimoine arboré (Pointe-à-Pitre)





## Les espaces boisés classés

C'est un sur-zonage qui vient optimiser le zonage en créant une servitude. Identifié dans les documents graphiques, le patrimoine arboré protégé par un classement EBC doit faire obligatoirement l'objet d'un article du règlement. Cet article peut énoncer des prescriptions relatives à ces espaces. Il est conseillé de mettre en place des prescriptions particulières selon qu'elles s'appliquent à des ensembles boisés, des haies ou des sujets isolés.

Le classement EBC est souvent retenu pour protéger des plantations pour des motifs écologiques, mais les motivations de la protection peuvent être paysagères. C'est pourquoi, le diagnostic paysager de l'étude environnementale doit tenir compte de cet aspect. Cette reconnaissance patrimoniale implique, par exemple, qu'au moment d'une demande d'abattage, ne soit pas uniquement pris en compte l'état sanitaire de l'arbre.

Le classement en EBC par un PLU comporte deux obligations, d'une part la pérennisation de la destination boisée (ou à être boisée) et, d'autre part, l'encadrement administratif des coupes et abattages.

La pérennité de la destination boisée : l'article L. 130-1 al du Code de l'urbanisme précise que le « classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements ». Cette obligation n'est applicable que pour un PLU approuvé ce qui ne permet pas lors de la phase d'élaboration de prendre des mesures préventives de protection. Si le changement en cause implique coupe et abattage, alors la seconde obligation s'applique.

L'obligation d'une autorisation pour les coupes et abattages : le classement en EBC soumet toute coupe ou abattage à autorisation. Cette disposition s'applique dès la prescription du PLU. Il faut donc considérer que cette disposition concerne tous les arbres susceptibles d'être classés sur un territoire d'une commune et ceci dès qu'un PLU est prescrit (article L. 160-1 b du Code de l'urbanisme). Cette disposition est donc très largement préventive.

L'autorisation de coupe ou d'abattage peut être subordonnée à des prescriptions spéciales concernant notamment la technique de gestion, le respect de certains peuplements ou l'obligation de procéder à des reboisements ou à des plantations de remplacement (article L. 130-1 du Code de l'urbanisme).

L'autorisation demandée au titre du régime EBC est une autorisation d'urbanisme. Sauf disposition particulière, une autorisation délivrée au titre d'une autre législation ne vaut pas autorisation de coupe et abattage au titre de la réglementation EBC.

Pour que le classement EBC ait toute sa valeur, il ne suffit pas que les espaces ou éléments en cause apparaissent sur les documents graphiques du PLU. Il faut qu'ils fassent l'objet d'un article spécifique du règlement.

Il est important d'informer les propriétaires des arbres du classement et des conséquences de celui-ci.

Le déclassement d'un EBC ne peut intervenir que par une révision du PLU (Art L. 123-13 du Code de l'urbanisme).

## Les espaces naturels sensibles

Afin de préserver la qualité des sites, en l'absence de PLU opposable, l'article L. 142-11 du Code de l'urbanisme permet au Président du Conseil départemental par arrêté pris sur proposition du Conseil général, après délibérations de la ou des commune(s) concernée(s), de déterminer des « bois, forêts, parcs qu'ils soient ou non soumis au régime forestier, enclos ou non, ... » et auxquels est applicable le régime EBC de l'article L. 130-1 du Code de l'urbanisme.

Ce classement a pour effet de les soumettre aux mêmes servitudes que les espaces boisés classés par un PLU, donc de les soumettre à un régime d'autorisation préalable pour coupe et abattage.

Cela étant la portée de cette disposition est faible en Guadeloupe puisqu'elle est pertinente pour les communes qui ne possèdent pas de document d'urbanisme.

Fiche 4.5



## L'étude d'impact

L'étude d'impact (Art L.122-2 et suivants et 122-2 partie du Code de l'environnement), créée par la loi 10 juillet 1976 sur la protection de la nature, a pour objectif de subordonner la réalisation de certains aménagements publics ou privés à une étude qui permet d'évaluer leurs conséquences sur l'environnement. Par principe, tous les ouvrages qui ont une incidence sur l'environnement doivent être soumis à une étude d'impact.

Le régime de l'étude d'impact est assez complexe. L'obligation de la réaliser dépend de l'importance des incidences du projet sur l'environnement : importance par la dimension, par la nature des ouvrages, mais aussi importance du coût des travaux.

Les modalités pratiques de l'étude d'impact sont réglées par le décret plusieurs fois modifié du 12 octobre 1977. Le champ d'application de l'étude d'impact est complexe à cause du jeu des critères (matériels, financiers, ...) et des multiples dispenses.

L'étude d'impact doit en particulier, à partir d'une analyse de l'état initial du site et de son environnement, réaliser une analyse des effets du projet sur ceux-ci. Elle doit aussi préciser les motivations du projet et indiquer les mesures envisagées pour supprimer, réduire ou compenser les atteintes éventuelles à l'environnement.

## L'arbre et la publicité

I. - Toute publicité est interdite :

- 1° Sur les immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ;
- 2° Sur les monuments naturels et dans les sites classés ;
- 3° Dans les cœurs des parcs nationaux et les réserves naturelles ;
- 4° **Sur les arbres.**

II. - Le maire ou, à défaut, le préfet, sur demande ou après avis du conseil municipal et après avis de la commission départementale compétente en matière de sites, peut en outre interdire par arrêté toute publicité sur des immeubles présentant un caractère esthétique, historique ou pittoresque.

III. - L'avis de la commission départementale compétente en matière de sites est réputé acquis s'il n'est pas intervenu dans un délai de deux mois à compter de la saisine par le préfet ou de la demande d'avis de la commission adressée par le maire au préfet.

Selon l'article 581-4 du Code de l'environnement « toute publicité est interdite sur les arbres ». Les sanctions applicables sont énoncées à l'article L. 581-26 du Code de l'environnement :

Sans préjudice des dispositions des articles L. 581-30 et L. 581-34, est punie d'une **amende d'un montant de 750 euros** la personne qui a apposé ou fait apposer un dispositif ou matériel visé à l'article L. 581-6, sans déclaration préalable ou non conforme à cette déclaration. Le manquement est constaté par un procès-verbal établi par un fonctionnaire ou agent mentionné à l'article L. 581-40. Une copie du procès-verbal est adressée à la personne visée. Le manquement ainsi relevé donne lieu à une amende prononcée par le préfet. L'amende est recouvrée, dans les conditions prévues par les dispositions relatives aux produits communaux, au bénéfice de la commune sur le territoire de laquelle le manquement a été constaté. La personne visée a accès au dossier et est mise à même de présenter ses observations écrites, dans un délai d'un mois, sur le projet de sanction de l'administration. La décision du préfet, qui doit être motivée, est susceptible d'un recours de pleine juridiction.

Les dispositions du présent article sont applicables en cas d'infraction aux dispositions des articles L. 581-4, L. 581-5 et L. 581-24.

## Références

### Lien avec les engagements du Plan Restaurer et valoriser la nature en ville

- Alexandre, D. (2010). *L'arbre et le droit, les outils du Maire pour le protéger*. Société Nationale d'Horticulture de France (4 p.)

### Textes de loi

- Diraison, A. (2003). *Les droits de l'arbre – Aide-mémoire des textes juridiques* (p. 14-15)

### À lire aussi en complément :

Fiche 0.2,  
Fiches 1.7, 1.8,  
Fiches 3.1, 3.5, 3.7,  
Fiches 4.3, 4.7